



**Lundi 14 aout 2023**



**dès septembre.**

### **CPA : les crédits classiques pourront être convertis en financement islamique pour les souscripteurs LPP**

Les clients du Crédit populaire d'Algérie (CPA) ayant obtenu des crédits classiques pour l'acquisition de logements promotionnels publics (LPP) pourront, dès septembre prochain, convertir ces crédits en "Ijara Mountahia Bi Tamlik", une formule de financement conforme aux préceptes de la Chari'a.

Dans une déclaration à l'APS, le chef du département de Finance islamique au CPA, Sofiane Mazari, a expliqué que la banque publique s'apprêtait à lancer de nouveaux produits de finance islamique, dont le financement des logements promotionnels publics, "en offrant à ses clients, ayant obtenu des prêts pour l'acquisition de ce type de logements, la possibilité de convertir ces crédits en +Ijara Mountahia Bi Tamlik+, une formule de financement conforme à la Chari'a".

L'activation du mécanisme de financement des logements de type LPP dans le cadre de la finance islamique intervient en vertu de la convention signée, le 25 janvier 2021, entre le Crédit populaire d'Algérie et l'Entreprise nationale de promotion immobilière (ENPI).

A noter que les bénéficiaires de logements promotionnels publics souhaitant obtenir un crédit islamique ont signé un engagement portant conversion du mode de financement de la formule classique à des formules conformes à la Chari'a, en attendant l'entrée en vigueur effective de cette option.

Dès septembre prochain, la conversion sera opérée pour les clients CPA signataires de l'engagement, tandis que les non-signataires pourront opter pour ce mode de financement conforme aux préceptes de la Chari'a, sous certaines conditions.

L'opération se fera de manière automatique pour toutes nouvelles demandes de crédits de la finance islamique.

M.Mazari a souligné que dans le cadre de la formule "Ijara Mountahia Bi Tamlik", le CPA propose également le financement de l'acquisition de logements de particulier à particulier ou dans une promotion immobilière libre, pouvant atteindre 100% de la valeur du logement, selon certaines conditions, dont le revenu mensuel du bénéficiaire, avec la possibilité de financer des locaux ou des lots de terrain.

De plus, la banque publique a apporté, dans le cadre de la finance islamique, des modifications aux contrats de financement de la formule "Mourabaha Tadjhiz" pour l'acquisition d'appareils électroménagers fabriqués localement, en portant la période de remboursement de trois ans (36 mois) à cinq ans (60 mois) et en plafonnant le financement à 2 millions de dinars au lieu de 1 million de dinars.

Des facilitations ont également été introduites pour le financement des produits d'investissement destinés aux entreprises et aux professionnels, dans le but de les accompagner dans la réalisation et la concrétisation de leurs projets d'investissement.

Evoquant les produits de financement de la banque publique, le responsable a indiqué que le CPA avait augmenté le plafond de financement des véhicules produits localement, selon certaines conditions.

Dans un bilan de la banque publique sur l'activité de la finance islamique, M. Mazari a précisé que la valeur des dépôts au niveau du CPA dépassait 29 milliards de dinars à fin juillet 2023, des particuliers majoritairement, enregistrant ainsi un bond par rapport à fin 2022, où elle était de 17 milliards de dinars.

"Ces résultats très positifs dénotent l'intérêt des citoyens pour ce mode de financement", qui a permis à la banque publique d'attirer plus de 40.000 clients dans cette activité à travers 97 guichets, a-t-il dit.



## **Levée des entraves sur 71 projets d'investissements Touristiques**

Le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Mokhtar Didouche, a annoncé, dimanche depuis la wilaya d'El Tarf où il a effectué une visite de travail, la levée des entraves sur 71 projets d'investissement touristique à travers le pays.

Le ministre, accompagné du wali d'El Tarf, Harfouche Benarar, a souligné, lors de l'inspection des travaux d'aménagement de la zone d'expansion touristique Messida (commune de Souarakh), qu'en exécution des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, ordonnant le suivi et le traitement des projets d'investissement en suspens dans le secteur du tourisme, les entraves ont été levées, libérant ainsi 71 projets touristiques dans 58 wilayas.

Après avoir salué le rôle des walis de la République dans l'accompagnement des investisseurs dans le domaine du tourisme, permettant de lever les obstacles à l'effet de concrétiser les projets, le ministre a souligné que ces projets contribueront, à terme, à pallier le déficit en équipements touristiques, à renforcer les wilayas au moyen de 8.000 lits supplémentaires et à créer plus de 12.000 postes de travail entre emplois directs et indirects.

Inspectant les travaux de modernisation et de réhabilitation de l'hôtel "El Mordjene" dans la commune côtière d'El Kala, où le taux d'avancement a atteint les 35 pour cent, permettant d'envisager la réouverture de l'établissement en août 2024, M. Didouche a souligné que le parc hôtelier national a été renforcé, au début de l'actuelle saison estivale, par 13 projets touristiques, au moment où 8 autres projets seront réceptionnés à la fin du mois en cours, et fourniront des centaines d'emplois.

Le ministre, qui a également visité un salon de l'artisanat, organisé à la Maison de l'artisanat d'El Kala, y a réaffirmé la détermination de l'Etat à poursuivre son soutien au secteur du tourisme et à accompagner les artisans, notamment en matière de commercialisation de leurs produits, l'objectif étant, a-t-il ajouté, de faire de ce secteur vital un véritable levier de développement.

M. Didouche a salué, par ailleurs, le saut qualitatif observé, en matière de tourisme, dans la wilaya d'El Tarf où de nouvelles structures sont venues renforcer le secteur. Il a évoqué, dans ce contexte, la ZET "Messida" et son emplacement stratégique, à l'extrême est du pays, constituée de 17 lots de terrain dédiés à la réalisation de 13 projets touristiques sur une superficie totale de 45 hectares.

Des projets consistant en la réalisation d'une série d'hôtels haut de gamme et de stations touristiques dotées et de tous les équipements pour les loisirs et le commerce, et qui permettront d'enrichir le parc hôtelier de 2.678 lits et de créer 5.652 emplois.

Le Ministre du Tourisme et de l'artisanat a conclu sa visite à El Tarf en présidant la mise en service du complexe touristique "Lac 02", fruit d'un investissement privé, dans la commune du Lac des Oiseaux.



## **Clients du CPA pour l'acquisition de LPP : Les crédits convertibles en financement islamique.**

Les clients du Crédit populaire d'Algérie (CPA) ayant obtenu des crédits classiques pour l'acquisition de logements promotionnels publics (LPP) pourront, dès septembre prochain, convertir ces crédits en "Ijara Mountahia Bi Tamlik", une formule de financement conforme aux préceptes de la Chari'a.

Dans une déclaration à l'APS, le chef du département de Finance islamique au CPA, Sofiane Mazari, a expliqué que la banque publique s'apprêtait à lancer de nouveaux produits de finance islamique, dont le financement des logements promotionnels publics, "en offrant à ses clients,

ayant obtenu des prêts pour l'acquisition de ce type de logements, la possibilité de convertir ces crédits en "Ijara Mountahia Bi Tamlik", une formule de financement conforme à la Chari'a". L'activation du mécanisme de financement des logements de type LPP dans le cadre de la finance islamique intervient en vertu de la convention signée, le 25 janvier 2021, entre le Crédit populaire d'Algérie et l'Entreprise nationale de promotion immobilière (ENPI). A noter que les bénéficiaires de logements promotionnels publics souhaitant obtenir un crédit islamique ont signé un engagement portant conversion du mode de financement de la formule classique à des formules conformes à la Chari'a, en attendant l'entrée en vigueur effective de cette option.

Dès septembre prochain, la conversion sera opérée pour les clients CPA signataires de l'engagement, tandis que les non-signataires pourront opter pour ce mode de financement conforme aux préceptes de la Chari'a, sous certaines conditions. L'opération se fera de manière automatique pour toutes nouvelles demandes de crédits de la finance islamique.

M. Mazari a souligné que dans le cadre de la formule "Ijara Mountahia Bi Tamlik", le CPA propose également le financement de l'acquisition de logements de particulier à particulier ou dans une promotion immobilière libre, pouvant atteindre 100% de la valeur du logement, selon certaines conditions, dont le revenu mensuel du bénéficiaire, avec la possibilité de financer des locaux ou des lots de terrain.

De plus, la banque publique a apporté, dans le cadre de la finance islamique, des modifications aux contrats de financement de la formule "Mourabaha Tadjhiz" pour l'acquisition d'appareils électroménagers fabriqués localement, en portant la période de remboursement de trois ans (36 mois) à cinq ans (60 mois) et en plafonnant le financement à 2 millions de dinars au lieu d'un million de dinars.

Des facilitations ont également été introduites pour le financement des produits d'investissement destinés aux entreprises et aux professionnels, dans le but de les accompagner dans la réalisation et la concrétisation de leurs projets d'investissement. Evoquant les produits de financement de la banque publique, le responsable a indiqué que le CPA avait augmenté le plafond de financement des véhicules produits localement, selon certaines conditions.

Dans un bilan de la banque publique sur l'activité de la finance islamique, M. Mazari a précisé que la valeur des dépôts au niveau du CPA dépassait 29 milliards de dinars à fin juillet 2023, des particuliers majoritairement, enregistrant ainsi un bond par rapport à fin 2022, où elle était de 17 milliards de dinars.

"Ces résultats très positifs dénotent l'intérêt des citoyens pour ce mode de financement", qui a permis à la banque publique d'attirer plus de 40.000 clients dans cette activité à travers 97 guichets, a-t-il dit.

**CPA : Les crédits classiques pourront être convertis en financement islamique pour les souscripteurs LPP dès septembre.**



**Les clients du Crédit populaire d'Algérie (CPA) ayant obtenu des crédits classiques pour l'acquisition de logements promotionnels publics (LPP) pourront, dès septembre prochain, convertir ces crédits en "Ijara Mountahia Bi Tamlik", une formule de financement conforme aux préceptes de la Chari'a.**

Dans une déclaration à l'APS, le chef du département de Finance islamique au CPA, Sofiane Mazari, a expliqué que la banque publique s'apprêtait à lancer de nouveaux produits de finance islamique, dont le financement des logements promotionnels publics, "en offrant à ses clients, ayant obtenu des prêts pour l'acquisition de ce type de logements, la possibilité de convertir ces crédits en +Ijara Mountahia Bi Tamlik+, une formule de financement conforme à la Chari'a".

L'activation du mécanisme de financement des logements de type LPP dans le cadre de la finance islamique intervient en vertu de la convention signée, le 25 janvier 2021, entre le Crédit populaire d'Algérie et l'Entreprise nationale de promotion immobilière (ENPI).

A noter que les bénéficiaires de logements promotionnels publics souhaitant obtenir un crédit islamique ont signé un engagement portant conversion du mode de financement de la formule classique à des formules conformes à la Chari'a, en attendant l'entrée en vigueur effective de cette option.

Dès septembre prochain, la conversion sera opérée pour les clients CPA signataires de l'engagement, tandis que les non-signataires pourront opter pour ce mode de financement conforme aux préceptes de la Chari'a, sous certaines conditions.

L'opération se fera de manière automatique pour toutes nouvelles demandes de crédits de la finance islamique.

M.Mazari a souligné que dans le cadre de la formule "Ijara Mountahia Bi Tamlik", le CPA propose également le financement de l'acquisition de logements de particulier à particulier ou dans une promotion immobilière libre, pouvant atteindre 100% de la valeur du logement, selon certaines conditions, dont le revenu mensuel du bénéficiaire, avec la possibilité de financer des locaux ou des lots de terrain.

De plus, la banque publique a apporté, dans le cadre de la finance islamique, des modifications aux contrats de financement de la formule "Mourabaha Tadjhiz" pour l'acquisition d'appareils électroménagers fabriqués localement, en portant la période de remboursement de trois ans (36 mois) à cinq ans (60 mois) et en plafonnant le financement à 2 millions de dinars au lieu de 1 million de dinars.

Des facilitations ont également été introduites pour le financement des produits d'investissement destinés aux entreprises et aux professionnels, dans le but de les accompagner dans la réalisation et la concrétisation de leurs projets d'investissement.

Evoquant les produits de financement de la banque publique, le responsable a indiqué que le CPA avait augmenté le plafond de financement des véhicules produits localement, selon certaines conditions.

Dans un bilan de la banque publique sur l'activité de la finance islamique, M. Mazari a précisé que la valeur des dépôts au niveau du CPA dépassait 29 milliards de dinars à fin juillet 2023, des particuliers majoritairement, enregistrant ainsi un bond par rapport à fin 2022, où elle était de 17 milliards de dinars.

"Ces résultats très positifs dénotent l'intérêt des citoyens pour ce mode de financement", qui a permis à la banque publique d'attirer plus de 40.000 clients dans cette activité à travers 97 guichets, a-t-il dit.

## **Marché africain : L'Algérie voit grand**

L'Algérie a participé, récemment, au sommet africain du café, qui s'est déroulé à Kampala (Ouganda), en présence de notre ministre du Commerce et de la Promotion d'exportations. A cette occasion, Tayeb Zitouni a indiqué que l'Algérie est prête à répondre aux besoins du marché ougandais en termes de matériaux de construction, de denrées alimentaires, de produits pharmaceutiques et de plusieurs autres produits, réitérant dans le même temps la disponibilité de notre pays d'importer de l'Ouganda des produits tels que le café, la viande rouge ou encore la poudre de lait, vu leurs prix jugés compétitifs. Contacté par nos soins, Chakib Kouidri, chercheur dans la diplomatie économique et le commerce extérieur, évoque le renforcement des relations politiques et économiques de l'Algérie avec le continent africain et observe, de prime abord, que la majorité des pays africains exportent plus de 98% de leurs produits en dehors du continent africain.

Pour lui, il est grand temps d'élever le volume des échanges entre les pays africains afin de « pouvoir consolider » les relations économiques inter-africaines. « L'Algérie a commencé à élargir son marché économique en Afrique, à l'instar du lancement de plusieurs lignes aériennes directs avec des pays africains, notamment les pays de l'Est du continent », se félicite-t-il, affirmant que le produit "made in Algeria" devient « concurrent » à plusieurs produits d'autres pays. Et d'ajouter : « La main-d'œuvre locale est très qualifiée, cela donne de la qualité à nos produits et lui permet d'être disponible en force sur les marchés, particulièrement en Afrique. Il est, par ailleurs, important d'élargir le champ de vision de la diplomatie économique en Algérie vu l'importance du secteur du commerce. Son rôle est assurément primordial dans les échanges économiques, loin de la diplomatie classique, représentée généralement par les ambassades et les consulats qui ont, de leur côté, leur importance dans l'accompagnement et la représentation de l'Etat à l'étranger ». Kouidri assure que l'Algérie a un « grand potentiel », notamment la valeur ajoutée des startups et les jeunes innovateurs, ce qui lui offre la possibilité d'être « plus développé » dans divers domaines d'activités. Au sujet des relations bilatérales entre l'Algérie et l'Ouganda, il rappelle à ce propos la visite du président ougandais en Algérie, en mars dernier, dans le but de renforcer la coopération économique entre les deux pays. D'ailleurs, ce sommet du café a montré que les deux pays convergent sur les points forts de chacun d'eux, vu le potentiel fort de l'Ouganda en matière de café, la poudre de lait et de viande rouge. En revanche, l'Algérie est prête de faire des échanges commerciaux sur les denrées alimentaires et les produits pharmaceutiques.

## **Guelma, Tebessa, Annaba, El Tarf... Chemin de fer, routes, autoroutes, transport minéral : Les voies de l'industrialisation globale.**

Les Algériens qui prennent ce mois d'août la route des vacances vont apprécier le mégaprojet de l'autoroute Est-Ouest et Nord-Sud vers laquelle convergent la plupart des pénétrantes et liaisons autoroutières désormais réceptionnée.

L'autoroute Est-Ouest traverse toute l'Algérie parallèlement aux côtes méditerranéennes. Le projet s'étale de la frontière tunisienne près de d'El Kala à la frontière marocaine près de Maghnia sur une longueur de 1.216 km avec 2x3 voies. Elle traverse 24 wilayas et en dessert une trentaine du Nord et des Hauts Plateaux, avec 1.500 km de raccordements. Les principales wilayas traversées, sont El Tarf, Annaba, Guelma, Skikda, Constantine, Mila, Sétif, Bordj Bou Arreridj, Bouira, Boumerdès, Alger, Blida, Aïn Defla, Chlef, Relizane, Oran, Mostaganem, Mascara, Sidi Bel Abbès et Tlemcen. M. Rabah Aoudjehane, consultant et spécialiste en développement d'entreprise souligne «les atouts indéniables» dont bénéficie l'Algérie, et évoque «le réseau routier qui demeure l'un des plus denses du continent africain, avec une longueur estimée à 112.039 km dont 29.573 km de routes nationales et plus de 4.910 ouvrages d'art à l'image de l'«autoroute Est-Ouest et la Transsaharienne».

À l'infrastructure routière s'ajoute le réseau ferroviaire d'une longueur qui dépasse les 4.300 km actuellement pour atteindre 6.300 km à «court terme» puis à 12.500 km après la finalisation de tous les programmes d'investissements supervisés par l'Agence nationale d'études et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (ANESRIF)».

### **Le grand bond en avant**

Évidemment, poursuit-il l'infrastructures de télécommunications en constant développement, est aussi importante «la télé-densité du mobile est de 120%» considérée comme «l'une des plus grandes d'Afrique alors que le taux de pénétration à Internet est de 45,5%, utilisateurs fixes et mobiles confondus». L'ANESRIF qui prend en charge l'exécution du programme ferroviaire national, a réalisé jusqu'au début de cette année un total de plus 1.300 km d'infrastructures ferroviaires et de travaux multiples, en plus de la rénovation de 1.284 km de voies ferrées en exploitation.

En plus d'un linéaire totalisant 417 km de voies électrifiées couvrant plusieurs wilayas du pays, 22 stations pour voyageurs et pour le fret ont été réalisées dans le cadre de ce vaste programme qui vise notamment la densification et la modernisation du réseau national en le portant à terme à 12.400 km, selon un bilan récent. Les projets inscrits dans le cadre de ce programme ont permis aussi d'équiper 555 km de voies de systèmes modernes de signalisation et de télécommunication. Concernant le volet lié aux travaux d'infrastructures et d'ouvrages d'art, des linéaires de 57 km de tunnels ont été creusés et 62 ponts construits, relève cette organisme qui fait état par ailleurs de taux de réalisation «satisfaisants» sur les principaux projets ferroviaires en cours. L'objectif est d'arriver à relier les différentes régions du pays, du Nord au Sud et de l'Est à l'Ouest, grâce à un réseau ferroviaire développé de lignes mixtes de transport de voyageurs et



de marchandises, ainsi que de gares modernes, pour des trains roulant à des vitesses allant de 160 à 220 km/h.



## **Adhésion de l'Algérie aux BRICS : entre atouts et défis économiques.**

Le groupe des BRICS, composé du Brésil, de la Russie, de l'Inde de la Chine et de l'Afrique du Sud (BRICS), est le résultat de changements internationaux et d'une source plus attrayante pour les économies émergentes. Ces pays ont identifié le concept en tant que groupe en 2009. Après l'adhésion de l'Afrique du Sud en 2010, un passage d'un terme général pour l'investissement aux BRICS a permis de remettre en question l'hégémonie unipolaire de l'Occident sur l'économie mondiale qui n'a pas pu éviter la crise monétaire et financière en 2008, laquelle a touché la plupart des pays en raison de l'interdépendance des économies mondiales. Mais l'impact de la crise économique mondiale a été moins élevé sur le groupe BRICS qui a créé une nouvelle banque de développement et un fonds de réserve, en alternative à la Banque mondiale et au Fonds monétaire international, afin de former un nouveau pôle mondial.

Lors de sa rencontre avec la presse nationale le 31 juillet 2022, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a évoqué l'éventuelle adhésion de l'Algérie au groupe des BRICS, indiquant que cette éventualité constituait «une force économique et politique» et était tributaire de conditions économiques auxquelles «l'Algérie satisfait en grande partie». Des experts et des universitaires assurent que l'Algérie dispose de plusieurs atouts et cartes pouvant lui permettre de rejoindre le groupe des BRICS, notamment de par sa position en Afrique et ses moyens économiques, «une ambition stratégique» qui va lui permettre de bénéficier de son soutien. Bien que le Président Abdelmadjid Tebboune ait confirmé l'adhésion du pays, à la fin de 2023, comme membre observateur préliminairement au groupe des BRICS, il a reconnu que cela nécessitait un certain nombre de conditions que l'Algérie pourrait remplir.

### **L'Algérie regorge de richesses minières**

Il est bien clair que l'Algérie est considérée comme le plus grand pays arabe et africain en matière de superficie, sa position géographique est d'une grande importance, car elle est la porte la plus importante du continent africain, et ses ports sont d'une grande importance pour sa proximité avec les lignes de mer situées en Méditerranée, ainsi qu'avec les ports européens. La géologie de l'Algérie fait qu'elle possède de nombreuses richesses telles que le fer, le cuivre, l'uranium, l'or, le plomb, le zinc, le charbon, le pétrole et le gaz naturel, outre d'importantes réserves de pétrole et de gaz naturel qui en font l'un des plus grands producteurs au monde. L'économie algérienne est considérée comme une puissance d'un géant endormi, car elle n'a pas encore été correctement exploitée, bien que le niveau de développement économique soit à la pointe des États africains. L'Algérie œuvre à exploiter ses richesses minérales inexploitées afin d'alléger la dépendance aux hydrocarbures et d'entrer dans la diversification économique. Les exportations hors hydrocarbures pour la première fois de son histoire ont atteint 4 milliards de dollars à la fin de 2021, et ont atteint une année après 7 milliards de dollars.

Le secteur agricole est également l'une des conditions les plus importantes pour rejoindre le groupe des BRICS. L'Algérie dispose d'environ 40 millions d'hectares de terres arables et d'énormes capacités en eau, ce qui en fait l'un des pôles mondiaux de la sécurité alimentaire. Récemment, une visite de travail et d'inspection a conduit le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane dans les wilayas de Annaba, El Tarf et Guelma, faisant ressortir l'importance des différents projets et infrastructures de grande envergure dans le développement économique et social de l'Algérie, dans l'objectif de donner une forte impulsion au suivi de la réalisation de ces projets d'une importance cruciale. Parmi les grands projets en cours de restructuration, le complexe sidérurgique d'El Hadjar, considéré comme l'un des piliers de l'industrie nationale et la base de la sidérurgie dans le pays. Ce dernier a fait face à des défis économiques lui imposant d'affirmer son efficacité et son potentiel compétitif pour accompagner la dynamique d'édification de l'économie algérienne. Inauguré effectivement le 19 juin 1969 dans la commune de Sidi Amar, wilaya d'Annaba, par le défunt président Houari Boumediène, le complexe d'El Hadjar s'est positionné comme une base industrielle lourde dans une logique d'industrie industrialisante et intégrée qui a favorisé l'apparition d'un réseau d'unités industrielles publiques et privées dont l'activité dépend directement des produits ferreux.

### **Nouvelle dynamique à l'Est**

Cela a permis d'employer 22.000 travailleurs, créant ainsi une dynamique sociale dans l'Est du pays, mais aussi de relancer la formation et la recherche dans le domaine sidérurgique avec la création d'une unité de recherche au sein du complexe, des partenariats avec l'université, l'ouverture d'instituts de formation spécialisés, outre la prise en charge des stagiaires du secteur de la formation professionnelle dans la wilaya. Les efforts de réhabilitation de l'usine El Hadjar ont permis, en 2020, d'affirmer le niveau de qualité de ses produits ferreux et du mode de gestion par l'obtention de la certification ISO 9001, en plus du certificat de conformité pour la production de tubes sans soudure destinés au transport des produits pétroliers et du gaz. Le complexe Sider s'étend sur 832 hectares et emploie 5.748 travailleurs, sa capacité de production actuelle atteint 800.000 tonnes de produits ferreux plats et longs, de rond à béton et de tubes. Durant l'année 2021, Sider El Hadjar a exporté pour 65 millions de dollars de produits ferreux, selon les responsables du complexe qui misent sur le lancement de la seconde tranche du plan d'investissement, encore en suspens, qui prévoit la modernisation et la rénovation des aciéries, des laminoirs, de l'unité d'oxygène, outre l'acquisition d'équipements pour la chaîne de production afin de permettre à l'usine de retrouver sa capacité compétitive et dépasser le seuil de 1,2 million tonnes/an, est-il souligné. Par ailleurs, le Premier ministre a procédé, dans la wilaya de Guelma à la pose de la première pierre du projet de modernisation et de dédoublement de la ligne ferroviaire minière Est dans son tronçon reliant Annaba à Bouchegouf. Cette dernière est dédiée au transport du phosphate et des produits miniers. Elle permettra le transport de plus de 10 millions de tonnes de produits miniers par an depuis le gisement de Tébéssa et de Bled El-Hadba vers les ports et les sites de transformation, à l'est du pays. Il convient de mettre en avant l'importance du mégaprojet de phosphate intégré qui englobe à la fois l'extraction de la matière première des gisements de Tébéssa et de Bled El Hadba et la transformation de la matière première au niveau des sites à Skikda, Annaba, Souk Ahras, etc. pour une production de plus de 5 millions de tonnes d'engrais azotés, des fertilisants et d'autres produits chimiques. Ce projet permettra de donner un souffle nouveau au développement et à la création de richesse et d'emplois dans la région, avec une perspective de répercussions hautement positives sur l'économie nationale, notamment dans le domaine de l'agro-industrie où les défis demeurent afin d'assurer des capacités de production à la hauteur des besoins de consommation.

## **Le CPA lance de nouveaux produits de finance islamique.**

Il sera possible, dès septembre prochain, pour les clients du Crédit populaire d'Algérie (CPA) ayant obtenu des crédits classiques afin d'acquérir des logements promotionnels publics (LPP) de convertir ces crédits en « ijara mountahia bi tamlik », conformément aux normes de la finance islamique.

La banque publique s'apprêtait à lancer de nouveaux produits de finance islamique, dont le financement des logements promotionnels publics, « en offrant à ses clients, ayant obtenu des prêts pour l'acquisition de ce type de logement, la possibilité de convertir ces crédits en « ijara mountahia bi tamlik », une formule de financement conforme à la chari'a ». C'est ce qu'a fait savoir le chef du département de finance islamique au CPA, Sofiane Mazari.

L'activation du mécanisme de financement des logements de type LPP dans le cadre de la finance islamique intervient en vertu de la convention signée, le 25 janvier 2021, entre le Crédit populaire d'Algérie et l'Entreprise nationale de promotion immobilière (ENPI).

Il convient de noter que les bénéficiaires de logements promotionnels publics souhaitant obtenir un crédit islamique ont signé un engagement portant conversion du mode de financement de la formule classique à des formules conformes à la chari'a, en attendant l'entrée effective de cette option dès septembre prochain.

Ainsi, la conversion sera opérée pour les clients CPA signataires de l'engagement, tandis que les non-signataires pourront opter pour ce mode de financement conforme aux préceptes de la chari'a sous certaines conditions. L'opération se fera de manière automatique pour toute nouvelle demande de crédit de finance islamique.

Mazari a souligné que, dans le cadre de la formule « Ijara mountahia bi tamlik », le CPA propose également le financement de l'acquisition de logements de particulier à particulier ou dans une promotion immobilière libre, pouvant atteindre 100 % de la valeur du logement, selon certaines conditions, dont le revenu mensuel du bénéficiaire, avec la possibilité de financer des locaux ou des lots de terrain.

De plus, pour l'acquisition d'appareils électroménagers fabriqués localement, la banque publique a apporté, dans le cadre de la finance islamique, des modifications aux contrats de financement de la formule « Mourabaha tadjhiz », en portant la période de remboursement de trois ans (36 mois) à cinq ans (60 mois) et en plafonnant le financement à 2 millions de dinars au lieu de 1 million de dinars.

Des facilitations ont également été introduites pour le financement des produits d'investissement destinés aux entreprises et aux professionnels, dans le but de les accompagner dans la réalisation et la concrétisation de leurs projets d'investissement.

Evoquant les produits de financement de la banque publique, le responsable a ainsi indiqué que le CPA avait augmenté le plafond de financement des véhicules produits localement, selon certaines conditions.

Le directeur général de cette banque publique, Ali Kadri, avait affirmé que ce produit, qui permet l'acquisition de voitures, offrira une alternative aux citoyens qui refusent de faire appel aux prêts conventionnels, estimant que cela « élargira le cercle des offres dont bénéficieront les clients de la banque ».

Dans un bilan de la banque publique sur l'activité de la finance islamique, M. Mazari a précisé que la valeur des dépôts au niveau du CPA dépassait 29 milliards de dinars à la fin de juillet 2023, des particuliers majoritairement, enregistrant ainsi un bond par rapport à la fin de 2022, où elle était de 17 milliards de dinars.

« Ces résultats très positifs dénotent l'intérêt des citoyens pour ce mode de financement », qui a permis à la banque publique d'attirer plus de 40 000 clients dans cette activité à travers 97 guichets, a-t-il dit.



## **L'Algérie deuxième économie d'Afrique en termes de réserves de change Avec 79,4 milliards de dollars de réserves totales, selon le Conseil mondial de l'or**

L'Algérie table sur une croissance économique de 5% en 2023 tirée par la hausse des exportations hydrocarbures et hors hydrocarbures, soutenue par les réformes financières et économiques globales opérées par l'Etat, ces dernières. Le pays commence à sortir de sa dépendance aux hydrocarbures à travers la diversification de son économie et de ses financements.

Le pays est considéré comme une force économique majeure en Afrique avec d'importantes réserves de changes. L'Algérie occupe, selon les données récentes publiées par le Conseil mondial de l'or reprises par le média russe Sputnik.fr, la deuxième place du classement africain avec 79,4 milliards de dollars de réserves totales à la fin du deuxième trimestre 2023, suivie par l'Afrique du Sud. La première place revient à la Libye, supposée être la première économie d'Afrique en termes de réserves de change. La Banque centrale de Libye détient 88,4 milliards de dollars de réserves de change en monnaies étrangères ou en or, a indiqué la même source. L'Algérie a réussi grâce à son programme de réformes globales mis en œuvre ces dernières années à renflouer ses réserves de change et à soutenir son économie ainsi que le pouvoir d'achat des Algériens, laminés par la hausse des prix. L'Etat algérien est très attaché à son caractère social et n'hésite d'ailleurs pas à déboursier davantage pour aider financièrement les ménages en difficulté. D'importantes mesures ont été, également, prises, en parallèle, pour soutenir le développement local, moderniser les administrations publiques, lutter contre le chômage ... Ces mesures ont contribué à préserver les citoyens contre la précarité et à améliorer leurs conditions de vie (éducation, santé, services...).

Ce sont, entre autres, les indices de développement humain évalués par Le programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). L'économie nationale est en pleine transformation et émergence, ce qui se répercute sur le niveau et la qualité de vie des Algérie. C'est ce que révèle la dernière étude de l'ONU sur l'Indice de développement humain (IDH) en Afrique. L'Algérie arrive à la troisième place précédée par l'île Maurice, les Seychelles. L'indice de développement humain de l'Algérie est de 0,745, selon la même source, suivie par l'Égypte et la Tunisie qui sont ex aequo à la avec un IDH de 0,731. L'Algérie a réussi en seulement quelques années à redresser ses finances son économie et à instaurer un cadre de vie plus stable et s'engage à poursuivre sur cette voie afin d'atteindre ses objectifs de croissance, d'autonomie financière et de développement.

Ces dernières années, l'Etat a réduit sa dépendance aux hydrocarbures et aux importations. L'Algérie tente de diversifier son économie et à tourner vers la production locale pour répondre à la demande nationale. L'Algérie est sur le point d'abandonner définitivement l'importation de carburants. Un produit largement demandé et indispensable. Le pays propose d'ailleurs l'essence à un prix inférieur à ceux du reste du monde, selon le site GlobalPetrolPrices. L'Algérie est un grand producteur d'hydrocarbures, ce qui explique, selon le même site, la baisse des prix du carburant comparé aux autres pays du monde. De plus, l'Algérie investit de plus en plus dans l'industrie pétrolière et de la pétrochimie, ce qui lui permettra de réduire ou d'arrêter sa dépendance à l'étranger .



## **Le Brent à 86,40 dollars le baril**

Les cours du pétrole ont progressé vendredi, signant leur septième semaine de hausse d'affilée, après de nouvelles prévisions de croissance de la demande mondiale de brut par l'AIE. Le baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en octobre, a gagné 0,47% à 86,81 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en septembre, a pris 0,44% à 83,19 dollars. L'Agence internationale de l'énergie (AIE) a revu à la hausse ses prévisions de croissance de la demande mondiale de pétrole en 2023 qui

s'achemine vers son « niveau le plus élevé jamais enregistré » pour atteindre 102,2 millions de barils par jour, selon son rapport mensuel publié vendredi.



## **Inauguration et lancement de projets structurants : Les contours de l'Algérie nouvelle prennent forme**

Lors de l'entrevue périodique accordée à des représentants de médias nationaux, diffusée au soir du 5 août dernier, sur les chaînes de télévision et de radio nationales, le Président Tebboune

a assuré qu'environ 75% de ses 54 engagements pris devant le peuple algérien, avant son élection à la tête du pays, avaient été réalisés sur le terrain, en attendant l'exécution des engagements restants. Ce à quoi il s'attèle du reste.

Samedi, à l'occasion de sa visite de travail à l'est du pays, le premier ministre Aïmene Benabderrahmane, a confirmé les propos tenus il y a plus de dix jours par le premier magistrat du pays. Ainsi, il a affirmé, depuis El-Tarf, où il a inspecté le projet de réalisation de la station de dessalement de l'eau de mer dans la commune de Berrihane, que les engagements du président de la République envers le peuple « se concrétisent sur le terrain au quotidien », notamment en ce qui concerne dira-t-il l'alimentation en eau potable des habitants dans toutes les régions du pays. Le premier ministre qui coordonne le travail de tous les départements ministériels parle à ne pas en douter en connaissance de cause. Il ne peut aussi ignorer l'état d'avancement de tous les projets engagés sous la houlette du président Tebboune. Pour autant, réaffirmer que les engagements pris par le président de la République sont pour la quasi-totalité traduits, n'a pas lieu d'être, tant c'est une évidence. Et il n'est pire aveugle que celui qui ne veut pas voir, surtout quand ce qui est à voir saute aux yeux. Aussi, même si le président Tebboune ne veut pas fanfaronner sur son bilan depuis son investiture au mois de décembre 2019, et clamer que tout est parfait, puisque il est le premier à reconnaître que certaines « insuffisances » demeurent, il n'en reste pas moins qu'il faut aussi admettre que beaucoup de choses ont été accomplies, dans divers secteurs vitaux pour le citoyen. Le logement, l'alimentation en eau potable sont deux secteurs révélateurs de ce qui a été entrepris et qui indéniablement sont à même de constituer des indicateurs fiables de l'ampleur de ce qui a été réalisé en matière de développement et de préservation du caractère social de l'Etat.

Une voie sur laquelle l'Algérie nouvelle entend rester. Face aux représentants de médias nationaux, le président de la République a affirmé que les projets de réalisation de logements se poursuivront, assurant que le logement restera une priorité pour l'Etat qui l'attribuera à ceux qui le méritent vraiment. Pour ce qui est des projets en cours dans le domaine de l'hydraulique, il a soutenu que les stations de dessalement de l'eau de mer étaient à même d'assurer un approvisionnement régulier en eau potable pendant au moins 15 ans sans perturbation, assurant, par là même, que l'approvisionnement en eau potable figurait « en tête des priorités » des pouvoirs publics. A partir de l'Est du pays, Aïmene Benabderrahmane a abondé dans le même sens, notant que dans le cadre du programme du président de la République, « l'Algérie a adopté une stratégie nationale visant à assurer l'alimentation en eau potable à travers la réalisation de cinq (5) stations de dessalement de l'eau de mer d'une capacité de production de 300.000 m<sup>3</sup>/jour chacune ».

S'agissant du transport ferroviaire, le chef de l'Etat a indiqué que le renforcement de ce secteur est « le meilleur garant du développement » dans le pays. La pose dimanche de la première pierre du projet de modernisation et de dédoublement de la ligne ferroviaire minière Est dans son tronçon reliant Annaba à Bouchegouf dans la wilaya de Guelma en est la preuve. Ce secteur est aussi appelé à se développer davantage à l'avenir puisque l'Algérie lancera un programme avec des partenaires chinois pour la réalisation de lignes ferroviaires sur environ 6.000 km. Mais les projets pour arrimer le futur de cette Algérie nouvelle à l'ère de la modernité et du progrès ne se limitent pas à ce domaine. L'inauguration à El Tarf, du dernier tronçon de

l'autoroute Est-Ouest, reliant la bretelle de la commune de Dréan (ouest de la wilaya) et la commune de Raml Souk, frontalière avec la Tunisie ne pouvait dès lors qu'être favorablement accueilli par les populations qui l'empruntent, car il a permis de réaliser un gain considérable en temps.



## **Start-up : Farm.AI décroche un fonds de 100.000 dollars**

La start-up algérienne Farm.AI vient d'obtenir un fonds de démarrage de 100.000 dollars devant servir à concrétiser son projet de développement d'un système de détection précoce de la rouille du blé par le biais de drones de surveillance des champs de céréaliculture.

Primée au concours international des Start-up (Tech4Good) organisé par Huawei l'année passée en Chine, la jeune pousse algérienne s'est distinguée parmi 12.000 participants de différentes nationalités en décrochant la deuxième place mondiale. Son projet propose une solution technologique innovante permettant de faire face au problème de rouille dans les champs agricoles, notamment de céréaliculture, en utilisant un procédé technologique relevant de l'Intelligence artificielle, ainsi que des drones. Selon Chakib Abdou, responsable de la communication chez Huawei Algérie, le sponsoring accordé par Huawei international à la Start-up algérienne s'inscrit dans le cadre d'un processus qui a commencé par la distinction obtenue à l'édition 2022 du concours mondial Tech4Good. L'équipe de Farm.AI a bénéficié, par la suite, d'une formation d'une semaine en Chine, en juin dernier. Elle devrait présenter enfin son business plan pour concrétiser effectivement son projet. Récemment, nous dit Chakib, «l'équipe a réussi à décrocher le label Start-up en Algérie», un document institutionnel qui sert de passeport pour accéder à toutes les facilitations que l'Etat met à la disposition des Start-up. Outre les avantages fiscaux, le label Start-up accorde l'appui du ministère chargé de l'économie de la connaissance et des Start-up, ainsi que la possibilité d'obtention d'un financement.

Contactée, Ahlem Boumezrag membre de l'équipe créatrice du projet Farm.AI a indiqué que «la Start-up est actuellement en train de peaufiner son business plan avec l'aide d'experts dans ce domaine». Elle fera savoir que, désormais, la plus grande contrainte n'est plus d'ordre financier, mais plutôt technique, en ce sens que l'acquisition de drones pour le fonctionnement de leur solution technologique n'est pas du tout évidente. «Nous cherchons maintenant des investisseurs en mesure de nous fournir ces drones pour mettre en application sur le terrain notre invention», assure la jeune startuppeuse. Et de préciser, en outre, que tous les membres de l'équipe se sont mis au travail, sur le terrain, pour trouver des agriculteurs intéressés par la solution technologique qu'ils proposent. «A ce jour, nous avons pu convaincre quelques-uns, mais beaucoup parmi ceux que nous avons approché se sont montrés réticents», regrette notre interlocutrice.

Notons que la Start-up Farm.AI est constituée de sept jeunes talents dont cinq étudiants en intelligence artificielle, en informatique, et deux ingénieurs en réseau de télécommunication.

Le président Tebboune avait félicité l'équipe conceptrice de ce projet soulignant, dans un Tweet, que «c'est avec des jeunes comme vous que sera concrétisée l'Algérie nouvelle à laquelle nous aspirons». Il a indiqué, lors de sa dernière rencontre avec la presse nationale, que l'Algérie a progressé de manière significative dans le secteur des Start-up et de l'innovation, passant d'une position «inexistante» à la sixième ou septième place en Afrique, avec environ 5.000 à 6.000 Start-up.



## **Relation avec les entités économiques**

### **L'université algérienne innove**

La connexion s'établit de plus en plus entre les deux champs.

Presque tous les indicateurs inscrits en droite ligne de la concrétisation du 41e engagement du président de la République, de faire de l'université algérienne une locomotive ouverte qui encadre les besoins de la société et apporte de la valeur ajoutée au développement socio-économique sont «au vert». Voiture électrique, batterie de lithium, conteneurs de 20 à 40 pieds, et autres projets à de recherche importants, à l'instar de ceux inscrits dans le domaine du dessalement de l'eau de mer sont en cours de réalisation par nos chercheurs universitaires. C'est ce qu'on appelle les PNR, les projets nationaux de recherche. Il existe précisément 120 projets en cours d'exécution couvrant trois priorités nationales, à savoir la sécurité alimentaire, la sécurité énergétique et la santé des citoyens. C'est ce qu'a appris L'Expression du président de la Commission nationale de coordination et de suivi de l'innovation et des incubateurs universitaires, Ahmed Mir approché en marge d'une conférence de presse, organisée, hier, au siège de la tutelle à Alger. C'est du moins ce qu'a fait savoir ce responsable ayant précisé que «la tutelle avait mis en place plusieurs commissions intersectorielles CIS, au début de l'année». «Leur rôle consistait à scruter les politiques sectorielles de chaque département et définir les programmes prioritaires qu'il y a lieu d'exécuter». Une démarche qui peut ainsi garantir un impact direct de ces PNR sur lesquels repose la politique nationale du développement de la technologie, et de l'économie. L'impact est défini et garanti d'avance. Pour comprendre l'importance de ces PNR il y a lieu de mettre la lumière sur l'exemple du tant attendu projet de fabrication des conteneurs, dont la démarche consiste à fabriquer, industrialiser et robotiser la chaîne de montage. Une maîtrise de ce processus permettra au pays de réduire une facture très salée qui est dépensée chaque année. La location des conteneurs nous coûte les yeux de la tête. Plus de 100 millions de dollars sont en effet dépensés annuellement sur ce type de 'gadget! '. L'objectif est réalisable. En plus de notre matière grise qui se classe parmi l'élite mondiale, nous avons aussi et surtout du matériels technologiques et pas n'importe lequel. L'État a, en effet, investi dans les plates-formes technologiques qui contiennent des équipements en matière de prototypage et de reverse engineering. Les plateaux techniques d'analyses physico-chimiques sont également mis à disposition de nos chercheurs et ceux du secteur économique. Il s'agit de plateaux oui



contiennent les dernières équipement en la matière. Nous avons huit plateaux au total, avec lesquels on peut analyser n'importe quelle matière et c'est un matériel très important pour le contrôle de qualité. Ce n'est pas tout. L'université algérienne est en train de franchir des pas de géant grâce au système dédié à l'innovation dont "la machine " a été ébranlée au courant de cette année. 94 incubateurs, 84 maisons de l'entrepreneuriat et 17 maisons de l'intelligence artificielle, et trois technopoles sont en place dans les différents établissements universitaires. Des espaces où la tutelle a mobilisé un total de 750 professeurs formateurs encadreurs et spécialistes, pour accompagner et aider notre jeunesse du savoir et de la connaissance à lancer leurs propres start-up et petites entreprises. Les premiers résultats sont déjà là, et ils sont plusieurs étudiants en fin de cycle à pouvoir amorcer incessamment leurs projets avec appui de L'État. «234 start-ups innovantes ont enfin obtenu leurs labels et peuvent de ce fait bénéficier d'un appui financier», a révélé Ahmed Mir. Cela avant de préciser que «la stratégie de la tutelle «Un diplôme-une start-up/un diplôme-un brevet» a permis de retenir 6 000 idées innovantes réalisables en start-up ou micro-entreprises. Le même responsable s'est dit très optimiste face à la hausse du nombre des projets labellisés, après la soutenance des mémoires et thèses qui se poursuivra à partir du mois de septembre prochain, jusqu'au 31 décembre.



## **La demande record de pétrole est annonciatrice de cours élevés Un autre jackpot pour l'Algérie**

Les recettes engrangées par Sonatrach entre janvier et fin mai 2023 sont de 21 milliards de dollars.

Les prévisions de croissance record de la demande mondiale de pétrole n'ont pas laissé indifférent le marché. Les cours de l'or noir ont aligné une septième séance consécutive de hausse. Ce qui a permis au baril de Brent, référence du pétrole algérien, de terminer la semaine qui s'est achevée vendredi dernier à 86,81 dollars. Les pays producteurs, ceux de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole et de ses alliés dont l'essentiel des revenus provient de leurs exportations en hydrocarbures, l'or noir, notamment se frottent les mains. C'est le cas de l'Algérie. Ce niveau représente près de 27 dollars de plus que celui qui a servi de calcul à la loi de finances du pays, confectionnée sur la base d'un baril à 60 dollars. Des recettes fabuleuses pour les caisses du Trésor public, se profilent encore cette année. La Compagnie nationale des hydrocarbures Sonatrach ayant déjà réalisé un chiffre d'affaires à l'exportation, entre janvier à fin mai 2023, de 21 milliards de dollars, selon un bilan sur les réalisations du groupe rendu public le 10 juillet dernier. Les recettes de l'entreprise pétro-gazière, avaient déjà fait un bond spectaculaire de 70% en 2021, comparativement à l'année 2020. Sonatrach avait réussi, en 2021, à réaliser des exportations en hydrocarbures d'une valeur dépassant 34,5 milliards contre 20 milliards de dollars, l'année précédente, marquée par une chute historique des cours de l'or noir. Une année cauchemardesque pour le marché de l'or noir qui a fini par être reboosté par les coupes successives de l'Opep+. Une embellie significative qui devrait se poursuivre avec l'annonce par l'AIE d'une croissance record de la demande mondiale de pétrole en 2023. Cette dernière s'achemine vers son «niveau le plus élevé jamais enregistré» pour atteindre 102,2 millions de barils par jour, selon son dernier rapport mensuel rendu public, le 11 août. Il n'est pas exclu, dans une telle conjoncture, que le baril de Brent,

référence du pétrole algérien, qui évolue autour des 87 dollars enregistre une hausse substantielle. Un nouveau jackpot pour l'Algérie? Cela semble tout à fait probable même s'il ne s'annonce pas de la même ampleur que celui de 2022 où il avait atteint les 60 milliards de dollars. Il faut souligner en effet que les cours de l'or noir sont bien loin des niveaux de ceux qu'ils avaient atteints cette année-là, après le début du conflit armé russo-ukrainien, notamment où le baril de Brent avait frôlé les 140 dollars le 7 mars sur le marché asiatique, non loin de son record historique du 11 juillet 2008 où il avait dépassé les 147 dollars. La moisson ne devrait cependant pas être négligeable. Ce qui va permettre au pays d'assurer l'équilibre de ses finances, d'enranger vraisemblablement des recettes substantielles pour les caisses du Trésor public, cette année encore et renflouer le Fonds de régulation des recettes qui lui sert de pare-feu. Un scénario plus que probable. D'autant plus que certains analystes n'ont pas exclu un baril à 100 dollars. «Le prix du baril de Brent atteindra 95 dollars, d'ici décembre prochain...», avaient annoncé les experts de la banque d'investissement américaine Golden Sachs qui a pronostiqué un prix du baril de Brent, autour des 100 dollars en 2024. Ce qui ne relève pas du tout de l'impossible. Le baril est selon toute vraisemblance sur une courbe haussière qui peut le propulser vers ce sommet. «Si les cours du WTI (pétrole américain) qui ont rejoint cette semaine leur plus haut de l'année atteint en avril tiennent à ce niveau, cela pourrait former un nouveau plancher pour aller plus haut», a indiqué Matt Smith, de Kepler. 100 dollars? Pourquoi pas...



## **Comité national d'innovation : 234 projets enregistrés**

Lors d'une conférence de presse qu'il a animée ce dimanche, le président du Comité national de coordination et du suivi de l'innovation et de l'entrepreneuriat universitaire, Ahmed Mayer, a révélé que 234 projets dans divers domaines ont été enregistrés. Ils seront mis en œuvre au cours de l'année universitaire 2022-2023.

Ces projets sont inscrits dans les domaines de la biotechnologie, de l'agriculture intelligente, des énergies renouvelables, de l'intelligence artificielle, ainsi que des services.

Le locuteur a souligné que le comité avait déposé 48 brevets à l'Institut national algérien de la propriété industrielle et 118 autres le seront incessamment, ainsi que 6 modèles industriels.

Il a pointé l'enregistrement de 94 incubateurs d'entreprises, parrainés par Sonatrach, Sonelgaz, Naftal, Algérie Télécom et l'Agence Spatiale Algérienne, pour les incubateurs spécialisés.

## **Chine et Afrique du Sud : signature d'accords commerciaux de 2,19 milliards de dollars**

Des entreprises sud-africaines et chinoises viennent de signer des accords commerciaux d'une valeur de 2,19 milliards de dollars.

Ces accords qui visent à « stimuler les exportations manufacturières sud-africaines vers la Chine et les investissements chinois dans le plus industrialisé du continent », selon un communiqué publié par le ministère sud-africain du Commerce.

Rappelons qu'en 2022, les échanges commerciaux entre l'Afrique du Sud et la Chine ont atteint les 56,3 milliards de dollars. La balance commerciale est excédentaire en faveur du pays le plus industrialisé du continent, avec à la clé des exportations vers l'empire du Milieu de 32,5 milliards de dollars durant l'année dernière.

Il y a deux mois, l'Afrique du Sud et la Chine sont parvenus à un consensus sur des questions liées au développement vert et à la transition énergétique juste, ainsi qu'à un échange de technologies et des compétences requises pour l'avenir.

## **PME algériennes : Plaidoyer pour réexamen des dispositifs de promotion des exportations**

Relevant « la conception multidimensionnelle de la performance à l'export », Mohamed Kadi et Fouad Cheriet, respectivement du Centre de recherche en économie appliquée pour le développement, et de l'Institut agro de Montpellier mettent en avant le « rôle central du profil du dirigeant dans les opérations internationales des PME algériennes ».

Globalement, soulignent les universitaires, « nos résultats confirment l'approche intégrée des trois blocs de déterminants de la performance à l'export des PME, avec un rôle prépondérant des caractéristiques du dirigeant ».

Par ailleurs, ils affirment qu' « une PME avec le même dirigeant, les mêmes caractéristiques structurelles et les mêmes pays de destination pour ces produits, aurait des performances mesurées ou perçues différentes selon les conditions institutionnelles de son pays d'origine ».

Sur les plans managérial et institutionnel, l'analyse « plaide d'abord, pour un réexamen des dispositifs algériens de promotion des exportations ».

D'un point de vue institutionnel, « malgré leur diversité et l'ampleur des aides qui en découlent, ces mécanismes sont mal perçus par les dirigeants des entreprises enquêtées».

De même, « le rôle des banques est assimilé à une contrainte administrative supplémentaire ».

Une simplification des procédures, un renforcement de l'implication des dirigeants dans l'élaboration des programmes d'appui et un meilleur accompagnement bancaire semblent dans ce sens, « indispensables à une amélioration de l'activité export des PME».

Sur le plan managérial, cette analyse suggère un « contournement » des conditions initiales et des freins à l'export dans le pays d'origine, par le développement de compétences et de réseaux propres à la PME et son dirigeant ».



## **Indice de développement humain : L'Algérie sur le podium**

Le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) vient de rendre public une étude sur l'indice de développement humain (IDH) en Afrique.

Avec un score d'IDH de 0,745, l'Algérie est classée au 3<sup>e</sup> rang en Afrique. L'Algérie est devancée par l'île Maurice (0,802) et les Seychelles (0,785), selon la même étude. Ce qui place l'Algérie parmi les pays africains les plus développés.

Les auteurs de l'étude utilisent l'IDH en tant qu'instrument de mesure essentiel pour évaluer les progrès des nations en matière de développement. Pour ce faire, ils se sont appuyés sur des indicateurs clés, notamment l'espérance de vie, l'alphabétisation des adultes, l'accessibilité à Internet et l'égalité des revenus.

Des critères ayant permis de sacrer l'Algérie championne de l'Afrique du Nord. En effet, l'Égypte et la Tunisie sont ex aequo à la 4<sup>e</sup> place, avec un IDH de 0,731. Viennent ensuite la Libye (0,718), l'Afrique du Sud (0,713), le Gabon (0,706), le Botswana (0,693), le Maroc (0,683), et Le Cap Vert (0,662).

Il faut savoir que les scores compris entre 0,55 et 0,70 indiquent un développement humain moyen, tandis que ceux des scores compris entre 0,70 et 0,80 signifient un taux élevé.

Tandis que les scores se situant entre 0,80 et 1,00, témoignent d'un développement humain exceptionnel. Au niveau planétaire, la Suisse (avec un IDH de 0,962) est le pays le plus développé du monde. Elle devance la Norvège (0,961) et l'Islande (0,959).

## أرقام قياسية للدفع الإلكتروني في النصف الأول لسنة 2023

**2634 مليار.. أموال وفواتير سدّدها الجزائريون من بيوتهم!**

حقّق الدفع الإلكتروني في الجزائر أرقاماً قياسية خلال سنة 2023، حيث تكشف حصيلة الستة أشهر الأولى عن إجمالي للدفع يعادل 2634 مليار سنتيم، وتضمّ هذه المعاملات تسديد الفواتير والخدمات واقتناء السلع وأيضاً استخدام محطات الدفع الإلكتروني، في حين بلغ السحب عبر البطاقتين البنكية والبريدية 30 ألف و700 مليار سنتيم. وتكشف أرقام تجمع النقد الآلي عن إحراز أرقام قياسية خلال السداسي الأول لسنة 2023 في مجال الدفع الإلكتروني، ويتعلّق الأمر بفواتير النقل والتأمين والخدمات الإدارية وبيع السلع والمنتجات الخاصة بالرياضة والترفيه، حيث عادل العدد الإجمالي لهذه المعاملات شهر جوان، على سبيل المثال، 899 ألف و829 معاملة بقيمة مالية تعادل 2.019 مليار دينار. وبلغ حجم التعاملات بالدفع الإلكتروني للعمليات سالفة الذكر في الفترة الممتدة بين الفاتح جانفي و30 جوان 2023 بإجمالي 5.508 مليون عملية بقيمة مالية تقدر بـ12.365 مليار دينار، مع العلم أن الرقم القياسي للدفع الإلكتروني سُجّل شهر ماي المنصرم، في حين أن أعلى نسبة من الدفع الإلكتروني كانت لسداد فواتير الهاتف والإنترنت. وبخصوص الدفع على محطة الدفع الإلكتروني، بلغت هذه الأخيرة خلال شهر جوان المنصرم 2.467 مليار دينار، في حين بلغ الرقم الإجمالي لهذه المعاملات طيلة الستة أشهر من السنة الجارية 13.976 مليار دينار.

أما فيما يتعلّق بنشاط السحب على الجهاز النقدي، فقد بلغ 307 مليار دينار شهر جوان الماضي، وهو رقم قياسي منذ بداية السنة، وتشمل العملية السحب عبر موزعات البنوك أو "بريد الجزائر"، في حين بلغ الرقم الإجمالي للمعاملات في الفترة الممتدة بين الفاتح جانفي و30 جوان 1408 مليار دينار وأزيد من 85 ألف عملية سحب.

ووفق أرقام "جي مونيتيك"، تم إحصاء، إلى حد شهر جوان المنصرم، 370 تاجر عبر "الويب" منخرط في نظام الدفع الإلكتروني البيبنكي، كما تم تسجيل، منذ انطلاق الدفع عبر الإنترنت سنة 2016، حوالي 32 مليون و264 ألف و627 عملية دفع إلكتروني، كما أن عدد بطاقات الدفع الإلكترونية المتداولة بلغت أكثر من 15.2 مليون بطاقة بنكية "سي. أي. بي" والبطاقة الذهبية "لـ"بريد الجزائر".

ومعلوم أنه تم استحداث تجمع النقد الآلي "جي مونيتيك" سنة 2014، وتتكون هذه الهيئة من 18 بنكا بالإضافة إلى مؤسسة "بريد الجزائر"، والتي يساهم فيها بنك الجزائر كعضو غير مساهم من أجل ضمان مطابقة الأنظمة، وأدوات الدفع والمعايير المعمول بها، حيث يسعى التجمع إلى تعزيز الخدمات المصرفية الإلكترونية من خلال تعميم استخدام وسائل الدفع

الإلكتروني، والإشراف على النظام المصرفي، إضافة إلى مراقبة نظام الدفع الإلكتروني من خلال إدارة المعايير والمواصفات والقواعد، وتحديد المنتجات النقدية، البنكية وقواعد تنفيذها ميدانيا وكذلك إدارة أمن المدفوعات.

**الشروق**  
إخبارية وطنية

**الدفع الإلكتروني: هذا ما تداوله الجزائريون من أموال عبر الإنترنت خلال 5 أشهر**

تجاوز إجمالي عدد عمليات الدفع الإلكتروني في الجزائر خلال الأشهر الـ5 الأولى من العام الجاري، 4.6 مليون عملية

فقد دفع الجزائريون على الخط ما (GIE Monétique) وحسب البيانات التي نشرها تجمع النقد الآلي قيمته 10.3 مليار دينار، بين شهري جانفي وماي 2023

وتمّ إحصاء 370 موقعا مشتركا في نظام الدفع عبر الإنترنت باستخدام البطاقات البنكية المعتمدة، على ، وسونلغاز، واتصالات الجزائر "ADE" غرار شركات الفواتير الكبرى مثل المؤسسة الجزائرية للمياه

وتشمل القيمة المذكورة 13.5 مليون عملية دفع عبر الهواتف المحمولة بقيمة 9.6 مليار دينار، إلى جانب تسجيل 5.3 مليون عملية تحويل للأموال عبر الهاتف بقيمة 66.99 مليار دينار

(CIB) كما تجاوز عدد بطاقات الدفع الإلكترونية المتداولة 15.2 مليون بطاقة، ما بين البطاقات البنكية التابعة لبريد الجزائر "والبطاقة الذهبية"

**الشعب**  
online

**تمويلات إسلامية لاقتناء سكنات الترقوي العمومي**



سيتمكن زبائن القرض الشعبي الجزائري الذين تحصلوا على قروض كلاسيكية لاقتناء الإجارة المنتهية "سكنات الترقوي العمومي (أل بي بي) من تحويل تلك التمويلات لصيغة بالتمليك" المطابقة لتعاليم الشريعة الإسلامية، وذلك بداية من شهر سبتمبر المقبل

أوضح رئيس قسم الصيرفة الإسلامية بالقرض الشعبي الجزائري، سفيان مزاري، أن البنك العمومي بصدد التحضير لإطلاق منتجات تمويلية إسلامية جديدة، بما في ذلك تمويل سكنات الترقوي العمومي، "مع إعطاء الإمكانية لزبائن البنك الذين تحصلوا على قروض لاقتناء هذا النوع من السكنات، من تحويلها إلى تمويلات مطابقة للشريعة الإسلامية عن طريق الإجارة "المنتهية بالتمليك".

ويأتي تفعيل آلية تمويل سكنات الترقوي العمومي بصيغة الصيرفة الإسلامية من طرف القرض الشعبي الجزائري، تنفيذا للاتفاقية المبرمة بهذا الخصوص بين القرض الشعبي 2021 الجزائر والمؤسسة الوطنية للترقية العقارية في 25 جانفي

وكان المستفيدون في سكنات الترقوي العمومي الراغبون في الحصول على قرض لتمويل شراء مساكنهم عن طريق الصيرفة الإسلامية، وقعوا على التزام من طرفهم يقضي بتحويل التمويل من الصيغة الكلاسيكية إلى صيغة مطابقة للشريعة، في انتظار دخول هذه الأخيرة حيز التنفيذ فعليا

وعليه، سيكون من الممكن ابتداء من سبتمبر المقبل، لزبائن البنك الموقعين على هذا الالتزام من تحقيق ذلك، وسيسمح للمستفيدين غير الموقعين على الالتزام من التحول إلى القروض المطابقة لتعاليم الشريعة الإسلامية وفقا لشروط، في حين ستجري العملية بصفة آلية بالنسبة لطالبي قروض الصيرفة الإسلامية الجدد

وبالموازاة مع ذلك، أشار مزاري إلى أنه في إطار صيغة الإجارة المنتهية بالتمليك، يقترح القرض الشعبي الجزائري أيضا تمويل شراء السكنات خارج الصيغ العمومية (خاص لخاص أو ترقيات عقارية حرة)، قد تصل إلى 100 بالمائة من قيمة السكن، (وفقا لشروط محددة من بينها العائد الشهري للمستفيد)، مع إمكانية تمويل محلات وأراضي أيضا

وفي سياق ذي صلة، قام البنك العمومي في إطار الصيرفة الإسلامية بإجراء تعديلات على العقود التمويلية بصيغة المرابحة الخاصة بالتجهيزات المنزلية المصنوعة محليا، لتمتد مدة التمويل من 3 سنوات (36 شهرا) إلى 5 سنوات (60 شهرا)، مع رفع سقف التمويل إلى 2 مليون دج بدل 1 مليون دج المعمول بها حاليا

إضافة إلى ذلك، تم إدراج بعض التسهيلات للتمويلات المتعلقة بالمنتجات المخصصة للاستثمار الموجهة للشركات والمهنيين بغرض مرافقتهم في انجاز وتجسيد مشاريعهم الاستثمارية

## رفع سقف التمويل لاقتناء السيارات والمركبات المنتجة محليا

وبالحديث عن المنتجات التمويلية للبنك العمومي، أشار المسؤول ذاته إلى أن القرض الشعبي الجزائري قام برفع سقف التمويل لاقتناء السيارات والمركبات المنتجة محليا وفقا لشروط محددة.

وفي حصيلة للبنك العمومي حول نشاط الصيرفة الإسلامية، أوضح المسؤول أن قيمة الودائع على مستوى القرض الشعبي الجزائري فاقت 29 مليار دج، بنهاية جويلية الماضي، أغلبيتهم من الأفراد، مسجلة بذلك ارتفاعا معتبرا مقارنة بنهاية 2022، أين بلغت 17 مليار دينار. "جزائري، وهي" نتائج جد ايجابية، تكشف عن اهتمام المواطنين بهذه الصيغة التمويلية

وأشار مزارى إلى أن الصيغة التمويلية هذه مكنت البنك العمومي من استقطاب أكثر 40 ألف زبون في هذا النشاط عبر 97 شباك



## تحويل قروض الترقوي العمومي إلى قروض إسلامية





كشفت رئيس قسم الصيرفة الإسلامية بالقرض الشعبي الجزائري، سفيان مزارى، اليوم الأحد عن تمكين زبائن القرض الشعبي الجزائري الذين تحصلوا على قروض كلاسيكية لاقتناء سكنات الترقوي العمومي (أل بي بي)، من تحويل تلك التمويلات لصيغة "الإجارة المنتهية بالتملك" المطابقة لتعاليم الشريعة الإسلامية بداية من سبتمبر المقبل.

وأوضح المصدر لووكالة الأنباء الجزائرية، أن البنك بصدد التحضير لإطلاق منتجات تمويلية إسلامية جديدة، بما في ذلك تمويل سكنات الترقوي العمومي، وإعطاء زبائن البنك الذين تحصلوا على قروض لاقتناء هذا النوع من السكنات، من تحويلها إلى تمويلات مطابقة للشريعة الإسلامية عن طريق الإجارة المنتهية بالتملك، وذلك تنفيذاً للاتفاقية المبرمة بين القرض الشعبي الجزائري والمؤسسة الوطنية للترقية العقارية في 25 جانفي 2021. وسيكون المستفيدون من سكنات الترقوي العمومي، الراغبون في الحصول على قرض لتمويل شراء مساكنهم عن طريق الصيرفة الإسلامية، والذين وقّعوا على التزامات من طرفهم، تنصّ على تحويل التمويل من الصيغة الكلاسيكية إلى صيغة مطابقة للشريعة، اعتباراً من سبتمبر القادم، كما سيسمح للمستفيدين غير الموقعين على الالتزام من التحول إلى القروض المطابقة لتعاليم الشريعة الإسلامية وفقاً لشروط، في حين ستجري العملية بصفة آلية بالنسبة لطالبي قروض الصيرفة الإسلامية الجدد.

وحسب مزارى يقترح القرض الشعبي الجزائري أيضاً تمويل شراء السكنات خارج الصيغ العمومية (خاص لخاص أو ترقيات عقارية حرة)، قد تصل إلى 100 بالمائة من قيمة السكن، وفقاً لشروط محددة من بينها العائد الشهري للمستفيد، مع إمكانية تمويل محلات وأراضٍ أيضاً.

وفي إطار الصيرفة الإسلامية أجرى القرض الشعبي الجزائري تعديلات على العقود التمويلية بصيغة المرابحة الخاصة بالتجهيزات المنزلية المصنوعة محلياً، لتمتد مدة التمويل من 3 سنوات (36 شهراً) إلى 5 سنوات (60 شهراً)، مع رفع سقف التمويل إلى مليوني دينار بدل 1 مليون دينار المعمول بها حالياً. كما تم إدراج بعض التسهيلات للتمويلات المتعلقة بالمنتجات المخصصة للاستثمار الموجهة للشركات والمهنيين بغرض مرافقتهم في انجاز وتجسيد مشاريعهم الاستثمارية.

من جهة أخرى، قام القرض الشعبي الجزائري برفع سقف التمويل لاقتناء السيارات والمركبات المنتجة محلياً وفقاً لشروط محددة.

وفي حصيلة للبنك العمومي حول نشاط الصيرفة الإسلامية، أوضح مزارى أن قيمة الودائع على مستوى القرض الشعبي الجزائري فاقت 29 مليار دينار، بنهاية جويلية الماضي، أغلبيتهم من الأفراد، مسجلة بذلك ارتفاعاً معتبراً مقارنة بنهاية 2022، أين بلغت 17 مليار دينار جزائري، وهي نتائج جد إيجابية حسبته تكشف عن اهتمام المواطنين بهذه الصيغة التمويلية. وقد مكنت هذه الصيغة التمويلية من استقطاب أكثر 40 ألف زبون في هذا النشاط عبر 97 شباكاً.



وزارة المالية  
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

💡 Avez-vous des questions?  
Contactez nous sur :

✉ [dc@mf.gov.dz](mailto:dc@mf.gov.dz)

☎ Poste: 2784

[www.mf.gov.dz](http://www.mf.gov.dz)



@MFinance\_dz



f

@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES  
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger